

Reynders (re)convoque le front francophone

Qu'importent les cartes blanches ou les affaires du PS. Pour Didier Reynders, l'heure est à se revoir entre francophones et à se préparer face à la Flandre.

Didier Reynders, vous êtes président du MR et vice-Premier. Le secrétaire d'État Laloux a démissionné samedi. Philippe Moureaux avait raison?

La situation devenait intenable. Au sein du gouvernement, nous avons accordé notre confiance à M.Laloux. Mais dès le moment où au sein de son parti, il n'était largement plus soutenu, cela devenait difficile. Il convenait aussi de le remplacer par quelqu'un de bilingue.

L'idée de fédération bi-régionale, vous l'applaudissez?

Je ne vois rien de neuf. Déjà en 2005, j'ai demandé qu'on n'ait plus de ministres qui ne soient qu'à la Communauté mais que ce soient des ministres bruxellois et wallons. C'est la seule chose concrète proposée par les ministres-présidents. Par contre, quand on est ministre-président, c'est bien beau de faire une carte blanche et de la signer de la trinité Demotte-Picqué-Demotte. C'est mieux de l'appliquer.

De l'appliquer?

Ce qui aurait été vraiment spectaculaire, c'est d'annoncer que c'était fait: que trois ministres de la Communauté démissionnent et que trois Bruxellois montent. Je suppose, d'ailleurs, que c'est ce qui va arriver dans les jours à venir. Pour simplement faire ça, les ministres-présidents ont tous les pouvoirs. C'est d'une extrême simplicité.

Mais c'est un projet positif, qui montre que les francophones se bougent.

J'ai toujours utilisé la formule: après les élections de 2007, les francophones auront rendez-vous avec eux-mêmes. Mais si je reprends le plan Marshall, pas un mot sur Bruxelles. Il aura fallu attendre 2008 pour se dire qu'on pourrait peut-être travailler ensemble. En attendant, on a vu des visites des gouvernements wallon et bruxellois où les gens se recevaient et s'offraient des cadeaux. Comme quand moi je vais en Mongolie. Des gens qui se voient tous les lundis au bureau du parti!

Vous vous moquez...

Quand je suis un peu énervé, je fais de l'humour. C'est dommage d'attendre la dernière année de législature pour parler de «peut-être travailler entre Bruxellois et Wallons». Mais l'essentiel maintenant est d'avoir un débat sur la réforme de l'État. Je reprends l'initiative.

Vous reprenez l'initiative.

Je fais partir ce matin une invitation à mes collègues présidents de parti. C'est le moment de se voir. On reçoit cette semaine l'avis du Conseil d'État sur le premier paquet de la réforme de l'État. Il faut préparer le second paquet de cet été. Et il y a la fin des procédures concernant Bruxelles Hal Vilvorde, ce 23avril. Il faut que l'on sache si l'on peut compter sur un arrêt des travaux au Parlement en attendant une solution négociée. Ou s'il faut imaginer d'autres procédures.

On peut connaître la date, le lieu et l'heure de cette réunion?

Non, si les autres présidents sont d'accord, on se réunira de manière discrète, sans médias et conférence de presse. C'est généralement plus efficace. Je ne tiens pas à avoir des sorties débridées, du style carte blanche, mais une solution concertée entre les quatre présidents.

Interview: Catherine ERNENS